

ADMINISTRATION

48, rue de la République

ADRESSER LES MANDATS ET COMMUNICATIONS
A L'ADMINISTRATEUR

ANNONCES

A LYON : AGENCE FOURNIER

Rue Concorde, 14

A PARIS : AGENCE HAVAS

Place de la Bourse, 3

L'ECHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

RÉDACTION

4, rue Paradis, 4

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS
NE SONT PAS RENDUS

ABONNEMENTS

5 mois, 5 fr.; 6 mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
5 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; Un an, 22 fr.L'Assassinat du Boulevard du Temple
ANASTAY A LYON --- NOUVEAUX DÉTAILS

AUJOURD'HUI :

Un Parricide à Viviers.
Les Espions de Saint-Etienne.
La Semaine Théâtrale.

CHOSSES DU DEHORS

Il y a quelques jours, M. Déroulède, parlant à la Chambre des tarifs de douanes, disait au gouvernement : « Comment voulez-vous que nous ayons confiance en vous ? Vous êtes libéraux et vous ne représentez la majorité, vous êtes obligés de proposer des tarifs protectionnistes ». C'est, en effet, une des moralités, et non la moindre, du débat qui se poursuit devant le Parlement.

La majorité parlementaire, au Sénat comme à la Chambre — au Sénat surtout — pousse aussi loin que possible les idées de protection. Les ministres, au contraire, font ce qu'ils croient possible pour résister à la réaction contre le libre-échange. Mais ils sont tenus, sous peine de se faire battre constamment, de suivre le courant qu'ils sont les premiers à déplorer et à redouter, et le régime douanier qu'ils seront chargés d'appliquer, est le contraire de celui qu'ils auraient établi s'ils avaient été libres.

Ce que n'a pas dit M. Déroulède — et ce qui s'imposait pourtant — c'est que les députés devraient tenir plus de compte des déclarations du gouvernement, quand il s'agit de questions engageant toute la politique extérieure française. Le gouvernement dispose, en effet, de moyens d'informations qu'il est seul à posséder et dont l'importance mériterait d'être reconnue par tout le monde. Il est clair que lorsque M. Ribot affirme que telle ou telle aggravation de la rupture de nos relations diplomatiques, ou tout au moins un refroidissement avec un pays voisin, il agit dans l'intérêt public et sous l'empire de renseignements spéciaux qui ne peuvent être recueillis que par lui.

De même, le ministre du commerce, M. Jules Roche, s'inspire de considérations générales qui dominent singulièrement les intérêts particuliers auxquels les députés sont tentés d'obéir et ce n'est pas pour le vain plaisir de défendre une thèse ingrate devant une majorité mal prévenue en sa faveur, qu'il monte à la tribune du Palais Bourbon et du Luxembourg.

M. Déroulède, protectionniste, se plaint que les ministres ne suivent pas aveuglément le courant qui emporte la majorité vers l'inconnu. C'est peut-être la leçon la plus sévère qu'aient reçue les amateurs de protection à outrance, et s'ils avaient pour les faits, pour la politique d'expérience, le respect dont ils se targuent, ils seraient autrement impressionnés par cette constatation qui les fait gémir.

Où, quiconque s'occupe de politique extérieure, est inquiet de l'orientation

dans laquelle on va jeter la République, quiconque réfléchit aux représailles dont la France est menacée, envisage avec crainte l'avenir que les votes des Parlements font entrevoir.

Hier, le gouvernement n'a pas cédé sur tous les points. Il a fait des réserves qui, nous l'espérons bien, seront maintenues, et qui se traduiront dans la pratique par des actes prochains. Il a déclaré notamment qu'il comptait signer des traités de commerce avec certaines puissances, qu'il obtiendrait d'elles des concessions en échange de transactions nouvelles, et qu'il ne se consolerait pas comme étroitement lié par des chiffres que les négociations pourraient amener à modifier.

C'est quelque chose. Il est grave d'exposer la République française à perdre ses relations pour protéger au delà de toute mesure certains produits dont la quantité fournie par notre sol ne suffirait pas à la consommation publique. A ce jeu puéril, nous pourrions perdre la situation que nous avons conquise à force de travail, de persévérance et de dignité, à l'abri du régime industriel et commercial qu'on biffe aujourd'hui si cavalièrement de quelques traits de plume.

Si nous en jugeons par certaines indiscretions de Berlin, nous sommes sur le point d'en apprendre de belles sur les coulisses de la cour et des ministères au temps où M. de Bismarck régnait en maître. Le jeune empereur avait fait installer au chevet du chancelier une police qui le renseignait au jour le jour, heure par heure, sur les pas et les démarches du grand homme, et celui-ci avait organisé, de son côté, une contre-police qui ne le renseignait pas moins sur les faits et gestes de l'empereur. Le baron de Holstein était à la tête de la police impériale, et le baron de Lucanus dirigeait celle du chancelier.

Le *Mémorial diplomatique* raconte que l'agent de M. de Bismarck était chargé de « contrôler la table à écrire de Sa Majesté » en copiant tous les papiers importants présentés par les ministres, par le cabinet militaire, par l'impératrice, etc. Mais un jour, ledit agent avait constaté le changement qui s'effectuait dans les relations du jeune empereur avec son ministre, tourna casaque et se fit en secret le serviteur de Guillaume II contre le chancelier.

Par contre, un général, le baron de Wedel, destiné maintenant à l'ambassade de Pétersbourg, continuait à tenir M. de Bismarck au courant des menées impériales contre sa personne. Si bien qu'il y avait à Berlin une série d'intrigues et de cabales, inspirées par les maîtres de l'empire, conduites par les grands personnages, rétribuées sur les fonds secrets, et rappelant les pires manœuvres des policiers de bas étages. N'est-ce pas que c'est beau la monarchie et que ça donne envie d'en rétablir une quand on a le malheur d'en être sevré ?

D'autant plus qu'en venant encore une fois nous paraît — passez-moi le mot — faire une assez triste figure : il s'agit de

la monarchie roumaine. Les événements qui se produisent à Bucharest sont, comme on dit, très suggestifs.

Un premier cabinet dans lequel le ministre des affaires étrangères passait pour dévoué à la triple alliance a, de même, été renversé. L'étrange incohérence, n'est-ce pas, et peu faite pour indiquer qu'on ait, dans le Parlement du roi Charles, une forte idée de la politique étrangère !

Mais si le Parlement est embarrassé et flotte entre des inspirations contradictoires, le roi, en revanche, paraît fixé. Il va dissoudre la Chambre, dit-on, en maintenant aux affaires le second ministère, c'est-à-dire celui qui travaille pour la triple alliance, et il va peser sur les électeurs pour les décider à soutenir ce gouvernement.

D'où il suit que la Roumanie, se mettra, elle aussi, aux pieds de l'empire d'Allemagne. Tous les goûts sont dans la nature, mais il faut une monarchie pour en avoir d'aussi pervers.

S. PICHON.

LA POLITIQUE

On fait un gros bruit — un bien gros bruit — autour des douzièmes provisoires. — Je suppose que ceux qui crient le plus fort ne sont pas les plus effrayés.

On voterait bien un douzième provisoire, en attendant la régularisation définitive du budget au mois de janvier, — pensez-vous que nous autres, contribuables, nous nous en apercevions le moins du monde ?

Il y aurait peut-être quelques papiers de plus à griffonner pour nos bureaucrates et nos gratte-papier, mais ils n'ont si peu à faire !... ce n'est pas encore cette besogne supplémentaire qui risquerait de les mettre dans le rang des victimes du surmenage. Ce mot « douzièmes provisoires » nous a laissé un souvenir mauvais. Nous nous rappelons vaguement que, pendant l'ordre moral, la lutte entre le Sénat et la Chambre, la lutte entre le Sénat et l'empereur, a été allée jusqu'à cette guerre des douzièmes qui a été le signal d'une effrayante alarme.

La Chambre refuse l'impôt, proclamait-on ; par conséquent, tout fonctionnaire qui oserait s'aventurer plus loin que le douzième courrait la chance d'être prévaricateur et passible des peines les plus sévères. — Eh ! dans ce temps-là, on voyait facilement la cour d'assises au bout de ces douzièmes. — Et on avait raison d'être inquiet.

Mais aujourd'hui, non, il n'en va plus de même. Nous sommes en pleine et parfaite paix ; personne ne songe à prévariquer ou à accuser autrui de prévarication ; — il n'y a qu'un Sénat las de voir les besognes lui passer devant le nez — à la façon de ce fameux diner dont Sancho Pança humait les plats mais dont il ne pouvait jamais happer un morceau au passage.

Le Sénat veut que sa fonction soit une besogne et non une sinécure. Vous avez déjà convenu, hier, que ce désir était assez légitime.

La petite réforme des frais de justice ne lui paraît pas parfaite — en quoi, je serais assez de son avis, si c'est qu'il la trouve trop incomplète.

Alors, il dit : Supprimons-là du budget et étudions-la plus à loisir, — en quoi, je deviens de plus en plus sénatorial, attendu que l'affaire a été singulièrement escamotée et bâclée l'autre jour.

Mais voilà où cela devient étonnant ; le ministre répond : Impossible de supprimer cette réforme des frais de justice, cela me

ferait perdre dix millions, dont j'ai besoin pour équilibrer mon budget.

Comment ! On prétendait dégrever les contribuables — et en réalité on leur demandait dix millions de plus qu'auparavant ! Et on chante depuis plus d'une semaine, dans les journaux satisfaits quand même, les beautés — les avantages surtout de cette réforme !

Je n'aurais pas la cruauté de gratifier, comme je le pourrais, le ministre des finances qui boucle son budget en faisant passer sous le nez des électeurs ébahis, une si belle muscade.

Pensez donc ! une muscade de dix millions qu'on vous dit de mettre dans votre poche, — et que vous trouvez, tout à coup, dans le sac à malice de M. Rouvier.

Allons, au prix d'un douzième, il ne serait pas mauvais d'éclaircir la chose.

JEAN-CLAUDE.

L'Élection Sénatoriale

C'est le 3 janvier qu'a lieu la réunion des députés sénatoriaux. Ce jour-là seulement doivent être discutés et choisis les candidats.

Je suppose que, ce moment, les électeurs ont à se renseigner, à se faire une opinion — et surtout à réserver leur décision pour le jour de la réunion.

Il nous revient en effet, — et de différents côtés, — que certains candidats — et parmi eux celui qu'on peut d'ores et déjà appeler le candidat officiel, puisque l'administration s'occupe de favoriser sa candidature — inondent la ville et la campagne de commis-voyageurs en élections qui n'ont qu'un but : arracher une promesse à des électeurs peu ou mal renseignés.

Is savent que les honnêtes gens sont fidèles à la parole donnée et, s'ils font, eux, bon marché de leurs promesses électorales, ils sont très aises de trouver des citoyens, moins forts en manipulation politique, — mais qui se croient obligés de tenir ce qu'ils ont promis.

Nous mettons les électeurs en garde contre cette manœuvre. Nous les mettons également en garde contre la multiplicité des candidatures, — multiplicité qui, de l'aveu de certains candidats, n'est qu'un moyen d'obtenir, dans quelques groupes, promesse ferme d'un certain nombre de voix qu'au dernier moment le candidat de complaisance déclarera vouloir reporter sur tel ou tel collègue devant lequel il se retirera.

Les électeurs sénatoriaux doivent « faire » et non pas « subir » leur candidat.

Il s'est élaboré un mandat. Ce mandat doit être accepté dans son entier, — et nous supposons que, cette fois, on ne recommencera pas le tour de passe-passe grâce auquel, aux dernières élections, ce sont les mandataires qui, finalement, ont imposé leur volonté à leurs mandants.

Mais, qu'on ne l'oublie pas : il ne suffit pas d'accepter le mandat, il faut aussi, et surtout, le remplir et avoir, tout d'abord, donné des gages attestant qu'on le remplira.

Tel candidat, M. Thévenet, par exemple, peut, selon que son intérêt le guide, accepter dans son intégralité, le mandat le plus radical, ou bien le refuser — il a fait l'un et l'autre, — et plusieurs fois. Mais en quoi il n'a pas varié, c'est en ne le tenant jamais.

Les électeurs sénatoriaux n'ont pas oublié, sans doute, qu'en 1881, c'est lui qui fit tous ses efforts pour désorganiser

le travail du parti républicain, lorsqu'il essaya, en compagnie de MM. Duvand et Sabatier-Barthens, de substituer à M. Munier, qu'avaient choisi les députés, M. Aynard, qui avait échoué devant la même délégation.

A ce moment on le somma de se justifier en réunion publique, il n'y réussit pas et, comme il arrivait lui-même à l'expiration de son mandat de conseiller, il ne fut pas réélu.

Dame, en ce temps-là, M. Thévenet avait tourné au vent, il ne se rappelait plus le temps déjà lointain où il signait les mandats les plus intransigeants pour se faire nommer conseiller de la Guillotière, et où il profitait de cette marque de confiance de la circonscription la plus avancée de Lyon pour faire sa cour à l'ordre moral et prendre l'initiative de la demande d'un crédit de 60.000 francs pour jeter du sable sous les roues de la voiture de M. de Mac-Mahon.

Sans doute, il ne se souvient plus de tout cela... il a, depuis, tant fait de chemin et tant couru d'aventures ; mais les électeurs se souviennent, eux ; et que M. Thévenet accepte des mandats ou y fasse des réserves, — ils savent l'importance qu'attache cet homme politique et pratique à ces petites formalités, qui n'engagent que les candidats scrupuleux — ceux que les amis de M. Thévenet appellent des imbéciles.

PAUL BERTINAY.

DÉPÊCHES
PAR SERVICE SPÉCIAL

LE CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 26 décembre.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée sous la présidence de M. Carnot. La délibération a été exclusivement consacrée à l'examen de la situation résultant de l'attitude du Sénat en ce qui concerne le budget. Le gouvernement est absolument résolu à s'opposer à la disjonction de la réforme des frais judiciaires de la loi des finances, et il insistera pour que le Sénat vote le budget tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre.

A tout hasard, le gouvernement a préparé un projet portant allocation de deux douzièmes provisoires.

NOUVELLES MILITAIRES

Paris, 26 décembre.

Avant la réunion des régiments mixtes à l'automne, le conseil supérieur de la guerre avait demandé que les emplois d'adjudant-major, fussent remplis par des lieutenants. Cette décision rendit disponibles 435 capitaines.

Les vacances de ce grade sont très nombreuses dans l'infanterie de l'armée territoriale. Dans une de ses dernières réunions, le Conseil supérieur de la guerre a reconnu qu'il était indispensable d'assurer le commandement des unités ; deux fonctions d'adjudant-major sur trois peuvent être attribuées à des lieutenants, le capitaine adjudant-major maintenant devant exercer l'emploi de capitaine-major du régiment mobilisé.

290 capitaines adjudants-majors territoriaux vont être reversés dans les compagnies. Avec les officiers devenus disponibles dans les régiments mixtes, cela fait 725 capitaines dont dispose la direction de l'infanterie pour assurer le commandement des formations de réserve en 1892, et tenir leurs cadres toujours au complet.

Chronique Parisienne

LE JEUNE SUICIDÉ DE MAZAS

C'est une odyssee lamentable que celle au bout de laquelle Florent Benon, apprenti typographe, âgé de seize ans, a trouvé la mort en se pendait à la prison de Mazas, où on l'avait enfermé pour avoir volé... un peu de fumer.

Après avoir été apprenti typographe pour rire, puisque son apprentissage n'avait duré que quinze jours, le pauvre enfant que l'on voit d'ici avec sa figure blême et étolée, ses cheveux blonds filasse, sa maigreur de famille et son allure désolée, était condamné par son père à mendier avec sa petite sœur le long des routes au Grand-Montrouge et à Bagny.

Il n'avait commis à cette époque d'autre crime que celui de venir au monde.

Le soir, il fallait rapporter la recette à la maison, — et quelle maison ! Un monde taudis en planches et en matériaux de démolitions mal joints, dans lequel végétait, pêle-mêle, le père, la mère et quatre enfants, le dernier âgé de deux ans. Bref, un coin de Cour des Miracles dans la banlieue.

Ces misérables gens pouvaient envier le sort des plus pauvres forains, qui, du moins, eux, ont « une roulotte » bien close et voient du pays.

Le chef de cette étrange famille, le père Benon, a cinquante ans, et sa sous-tache est grise. Il touche comme ancien volontaire de l'armée de l'Ouest (1870-71) un secours annuel d'une centaine de francs. En plus, il s'occupe à des besognes diverses : travaux de terrassement, journées louées et même reconstructions pour une Compagnie d'assurances.

La femme ne connaît d'autre métier que celui de ramasser des fleurs de hasard que les petits vont vendre à Paris.

Voilà donc d'où sortent ces bouquettiers qui tendent leurs fleurs aux sorties des théâtres et aux terrasses des cafés ! Voilà le secret de leurs appels pressants et des larmes avec lesquelles elles implorent votre pitié et vos deux sous !

La petite Benon, âgée de douze ans, était celle qui rapportait le plus, ayant du succès à cause de ses yeux noirs, expressifs, déjà malicieux et de sa signasse noire de gitana, qui, ajoutée à la façon extraordinaire dont elle était fagotée, lui donnait un air exotique.

Un métier qui mène... on sait où, d'ailleurs, que celui de bouquettière !

L'an dernier, le père et la mère Benon avaient été condamnés à six jours de prison, pour excitation habituelle d'enfants à la mendicité, le Tribunal leur avait enlevé, de ce chef, toute autorité sur la progéniture, mais la Cour d'appel tout en maintenant la peine.

La lutte pour la vie, pour cette vie horrible, recommença pour les enfants !

Un jour, on avait envoyé l'oreiller fumier, non plus des fleurs, mais du fumer, — il faut bien varier les plaisirs ! — et il était parti avec un camarade pour se livrer à cette noble occupation.

Il paraît que la journée avait été mauvaise et la récolte peu abondante, car, pour la corser un peu, nos deux pauvres bohèmes s'aviserent de chaparder plein leurs deux mains de fumer chez M. Labbé, marchand de vins, qui refusa de

Feuilleton de L'ECHO DE LYON du
27 Décembre (43)

LA VIE LYONNAISE

LE KRACH

Roman inédit (1)

XLIII

Jusqu'à midi, Raymond poursuivait sa promenade infructueuse. Il fuma beaucoup de cigares, arpentant beaucoup de rues, repassa vingt fois dans le quadrilatère formé par le commencement du cours Gambetta, le cours de la Liberté, la rue Servet et le quai de la Guillotière, interrogeant anxieusement du regard les deux ponts qui conduisent de la ville au faubourg, — il ne vit personne répondant au signalement de l'Italien.

Enfin, midi sonna aux horloges publiques et l'obsédant promeneur se dirigea du côté de son rendez-vous.

En effet, le voyou à la casquette à carreaux jaunes et verts était à son poste. Il buvait, debout devant le « pied humide » de la place Raspail et il trinquait fraternellement avec un camarade à peu près du même acabit, un copain avec lequel il avait l'air d'ailleurs d'être dans les plus excellents termes.

Quand Raymond passa, Mulot qui,

au milieu de ses grands gestes et de ses historiettes variées ne perdait pas un promeneur de vue, Mulot, prestement, cligna de l'œil d'une façon qui signifiait visiblement :

— Y a-t-il quelque chose de nouveau ?

Raymond, tout aussi discrètement, lui répondit que non et, sans plus s'inquiéter de lui que s'il n'existait pas, le policier continua la conversation dont son nouvel ami n'avait certainement pas soupçonné la rapide interruption.

C'est qu'en effet, monsieur Aristide avait rencontré un intéressant sujet. En quittant Raymond, le matin, il était allé tout droit dans cette rue Mazenod où logent volontiers les bohèmes vagabonds que l'Italie déverse dans la seconde ville de France.

Dès sa première station au premier comptoir, qui lui avait paru un peu achalandé, il avait, de son air le plus aimable, donné son opinion sur un point de discussion élevé entre deux consommateurs qui lui semblaient assez disposés à ne rien faire de leurs dix doigts qu'à tenter, à l'occasion, tous les mauvais coups du monde. La conversation s'était engagée ; — celui à qui Mulot donnait raison avait vite sympathisé avec cet inconnu qui paraissait tout à fait « à la coupe ».

Mulot, d'ailleurs, avait laissé voir une pièce de cent sous... et depuis trois heures on fraternisait en s'arrêtant à tous les cabarets du quartier.

Déjà on en était aux confidences. Mulot avait discrètement raconté qu'il avait été obligé de s'absenter quelque temps « deux ans » de Lyon et qu'il y revenait

avec la find'une petite somme qu'il avait gagnée en travaillant.

L'autre avait compris tout aussitôt que ce travail n'était pas de ceux qu'on fait en plein air, — et il avait conclu à part lui, que son ami, après avoir éprouvé deux ans de malheur, — c'est ainsi, qu'entre eux, ces messieurs appelaient deux ans de prison, — avait en poche les derniers échecs d'une masse et qu'il était à la recherche d'une position sociale.

Lui même n'était pas sans avoir eu, lui aussi, quelques désagréments avec la justice de son pays. Mais enfin, depuis plusieurs années, il « réussissait » assez bien ! il évitait les « avaros » — et avec l'aide de sa petite femme qui turbinait ferme et qui ne lui faisait pas tort d'un sou, il vivait pouci-couci pour le moment.

Tout ça, ajoutait-il, avec quelques coups de chance de temps en temps, ça fait qu'on boulotte.

— Oui, répondait Mulot sans enthousiasme, tout ça, ça fait vivre, mais ça ne met guère de beurre dans la soupe... Quand je pense à des copains que je connais et qui font maintenant chevaux et voitures...

— Si bath que ça ?

— Comme je te le dis, j'en connais qui entraînent la savate... fallait voir ça... et qui roulent équipage. Ah ! il ne faut pas avoir froid aux yeux, voilà ! tout ça, ça fait vivre, mais ça ne met guère de beurre dans la soupe... Tiens, il n'y a pas encore trois mois... là où j'étais...

— Où donc ça ?

Le camarade clignait de l'œil en faisant à Mulot cette question à la fois joyeuse et indiscrète.

Mulot répondit sur le même ton :

— Malin... tu voudrais savoir si c'est une maison de campagne où tu as déjà été locataire ?

— Ça se pourrait.

— Nimes.

— Non, j'ai pas été par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— Moi c'est par là.

— A peu près.

— Eh bien ! mon vieux, le coup serait toujours à faire, parce qu'il n'a pas été fait.

— Tu es sûr ?

— Je te dis que voilà trois ans que je grolasse, ici. D'ailleurs, c'est ma patrie, Lyon. Tu penses bien que si on avait estourbi cette gonzesse, j'en aurais connaissance...

— Ça c'est vrai.

— Mais tu ne sais pas où le prendre ton Italien ?

Mulot sourit agréablement.

— Je ne sais que trop où le prendre... parce qu'il est encore là-bas... d'où il vient... il en a encore à tirer.

— Eh bien, dans ce cas... il te faudra chercher une autre manière de te faire des rentes en attendant.

— C'est pas encore prouvé.

— Comment ça ?

— Si je pouvais trouver quelqu'un, que je saisis...

— Qui ça... ?

— Ah ! voilà le chiendent... je sais tout... excepté son nom.

— Ils étaient attablés tous deux dans un petit bouchon où ils sirotaient quelque liqueur inconnable, le patron quelconque à son zine, Mulot se pencha vers son nouvel ami.

— Ecoute Jules... (l'autre lui avait conté qu'il l'appelait Jules... le grand Jules), écoute tu me fais l'effet d'être un homme.

— Ça, mon vieux, tout le monde pourra te le dire... j'ai mes défauts, mais je suis un homme.

— Eh bien, je te raconte toute l'affaire...

— Et on verra voir si ça peut aller.

— On verra voir. Comme je le disais, il faut être trois. L'Italo a un copain ici qui en sait autant que lui... moi avec, ça faisait le compte. Mais comme tu disais... s'il faut attendre deux ans, la vieille a le temps de dévisser et le pognon de se subtiliser.

